



## **Commission « Entreprises et stratégies de marché »**

### **Bilan 2020 des producteurs de la statistique publique**

#### **Table des matières**

<b>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES</b> Insee – Direction des statistiques d'entreprises Département Répertoires, infrastructures et statistiques structurelles (Driss).....	<b>3</b>
<b>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES</b> Insee – Direction des statistiques d'entreprises Département Statistiques de court terme (DSCT).....	<b>7</b>
<b>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES</b> Insee – Direction des statistiques d'entreprises Département Synthèses sectorielles (DSS).....	<b>9</b>
<b>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES</b> <b>INSEE</b> – Direction des études et synthèses économiques Département de la conjoncture Division des enquêtes de conjoncture .....	<b>12</b>
<b>MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS</b> Direction générale des douanes et droits indirects Département des statistiques et études économiques du commerce extérieur.....	<b>14</b>
<b>MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE</b> Commissariat général au développement durable Service des données et des études statistiques (SDES) Sous-direction des statistiques sur les transports.....	<b>15</b>
<b>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION</b> Service de la statistique et de la prospective (SSP) .....	<b>18</b>
<b>MINISTÈRE DES ARMÉES</b> Secrétaire général pour l'Administration Direction des affaires financières Sous-direction des questions économiques, fiscales et internationales Observatoire économique de la Défense (OED).....	<b>21</b>

*Page*

## **Pour information :**

- le bilan 2020 du service producteur mentionné ci-dessous est présenté dans celui de la commission « Services publics et services aux publics » :

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**  
**Direction générale pour la recherche et l'innovation**  
Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques

- le bilan 2020 du service producteur mentionné ci-dessous est présenté dans celui de la commission « Démographie et questions sociales » :

**MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE**  
**Commissariat général au développement durable**  
Service des données et des études statistiques (SDES)  
Sous-direction des statistiques du logement

- le bilan 2020 du service producteur mentionné ci-dessous est présenté dans celui de la commission « Environnement et développement durable » :

**MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE**  
**Commissariat général au développement durable**  
Service des données et des études statistiques (SDES)  
Sous-direction des statistiques de l'énergie

- le bilan 2020 du service producteur mentionné ci-dessous est présenté dans celui de la commission « Système financier et financement de l'économie » :

**BANQUE DE FRANCE**  
**Direction générale des statistiques, des études et de l'international**

## **AVERTISSEMENT**

***Dans ce bilan, les opérations et travaux font référence aux avis du moyen terme 2019-2023 du Cnis auxquels ils contribuent, selon les indications des producteurs. Ces avis sont repérés de la manière suivante :***

***AG : avis généraux***

***ESM : commission « Entreprises et stratégies de marché »***

***TERR : commission « Territoires »***

***Les avis généraux, les avis de la commission « Entreprises et stratégies de marché » ainsi que les avis des autres commissions du Cnis cités dans ce programme figurent en annexe.***

***Par ailleurs, les opérations et travaux référencés sont également repris dans un document synthétique qui indique, en regard de chaque avis du moyen terme 2019-2023, et de manière abrégée, l'ensemble des opérations et travaux cités dans chaque commission.***

## 0. Éléments de contexte en 2020

Préciser en **une page maximum** les éléments spécifiques du contexte dans lequel se sont inscrits les travaux de votre service en 2020 (ex : entrée en vigueur d'un texte législatif, évolution des moyens, etc.)

Tout d'abord, **l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire** qui a impacté l'ensemble des travaux statistiques du département.

A titre d'exemple, l'enquête sectorielle annuelle (ESA) a vu son taux de collecte baisser de 5 points malgré un allongement de la période de collecte et de gros efforts de l'équipe de collecte. Il en est de même de l'enquête annuelle de production (EAP) dont les données entrent dans le processus d'élaboration des statistiques annuelles d'entreprises au même titre que l'ESA.

Par ailleurs, comme l'an passé, **le passage au concept économique d'entreprise pour l'ensemble des groupes** a mobilisé de nombreuses équipes de l'Insee : les divisions Esane, PTGU et Infrastructure et Répertoires Statistiques (IRS), ainsi que le service Esane et l'équipe de maintenance informatique à Nantes. Ce changement de paradigme majeur, qui a nécessité une refonte importante du processus de production et de diffusion des statistiques structurelles d'entreprises (processus Esane), a abouti en 2019 sur les données relatives à l'exercice 2017. En 2020 des travaux d'amélioration de la méthodologie de consolidation des données des entreprises profilées ont été menés : d'une part, le profilage automatique a bénéficié d'une remise à plat et d'une optimisation des programmes de définition des entreprises (composition en unités légales à partir des contours Lifi) et, d'autre part, l'utilisation des réponses aux questions nouvelles introduites dans l'ESA, relatives aux montants d'achat et de vente intra-groupe a été expertisée et est prometteuse d'amélioration pour l'avenir. En revanche le test d'une enquête spécifique pour améliorer le profilage des grands groupes non profilés manuellement s'est révélée infructueuse. Enfin 2020 a vu l'aboutissement de la première phase du projet Side, qui a pour objet d'intégrer le concept d'entreprise dans la démographie d'entreprise, ainsi que la mise en production de l'application Citrus de suivi des restructurations des unités légales comme des entreprises.

En 2020, **le projet Européen de révision de la Nace (nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne)** s'est poursuivi avec intensité et a été rejoint par celui de **révision de la Citi** (nomenclature statistique internationale des activités économiques) par l'ONU. L'Insee a été activement impliqué dans ces deux projets et le sera dans les années à venir.

Enfin en 2020, les travaux relatifs à **la refonte du répertoire inter-administratif Sirene** et à **la mise en œuvre des articles 1 et 2 de la loi Pacte** se sont poursuivis et vont donner leurs premières concrétisations dès 2021.

## 1. Travaux en 2020

Sont présentés dans ce chapitre les travaux nouveaux et projets **principaux** de votre service :

. **qui ont débuté en 2020** (c'est-à-dire dont l'instruction a démarré en 2020)

. **ou qui étaient toujours en cours en 2020** (i.e. dont l'instruction était toujours en cours en 2020)

. **ou qui sont entrés en production en 2020.**

Pour chacun d'entre eux, rappeler leur **intitulé** et préciser de façon synthétique leur **avancée en 2020**, en vous référant aux programmes de travail transmis les années précédentes. Merci d'éviter les sigles ou les expliciter.

**Pour chaque projet mis en production en 2020** qui contribue à **un ou des avis de moyen terme** du Cnis, préciser le code de l'avis ou des avis concernés (en référence aux annexes 1 et 2).

**Les travaux permanents ne sont pas à lister ici.**

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Il s'agit de toutes les enquêtes statistiques, i.e. pour lesquelles un avis d'opportunité va être demandé ou a été obtenu.

Merci de repreciser la période de collecte et le mode de collecte retenus.

## 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

*Y compris : . données massives, données satellitaires, big data, etc.*

*. enquêtes administratives (c'est-à-dire enquêtes sans avis d'opportunité)*

*. nouveaux appariements de données individuelles.*

*Ne retenir que les évolutions fortes de méthode impactant le niveau et/ou la nature des données produites.*

Le projet Citrus est entré en production en début d'année 2020. Il exploite les données administratives du Bodacc pour alimenter l'ensemble de la statistique d'entreprises d'informations exhaustives sur les restructurations.

## 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés

*Y compris création ou rénovation d'indicateurs conjoncturels, changement de base pour indicateurs ou comptes économiques ou avancement des dates de publication d'indicateurs existants*

En 2020, comme l'an passé, **le passage au concept économique d'entreprise pour l'ensemble des groupes** a mobilisé de nombreuses équipes de l'Insee : les divisions Esane, PTGU et Infrastructure et Répertoires Statistiques (IRS), ainsi que le service Esane et l'équipe de maintenance informatique à Nantes.

Ce changement de paradigme majeur, qui a nécessité une refonte importante du processus de production et de diffusion des statistiques structurelles d'entreprises (processus Esane), a abouti en 2019 sur les données relatives à l'exercice 2017. En 2020 des travaux de consolidation et d'amélioration de la méthodologie de consolidation des données des entreprises profilées ont été menés : d'une part, le profilage automatique a bénéficié d'une remise à plat et d'une optimisation des programmes de définition des entreprises (composition en unités légales à partir des contours Lifi) et, d'autre part, l'utilisation des réponses aux questions nouvelles introduites dans l'ESA, relatives aux montants d'achat et de vente intra-groupe a été expertisée et est prometteuse d'amélioration pour l'avenir. En revanche le test d'une enquête spécifique pour améliorer le profilage des grands groupes non profilés manuellement s'est révélée infructueuse.

Pour cela, l'Insee a au fil des ans élaboré une méthodologie de profilage, qui consiste à identifier au sein des groupes de sociétés des entreprises telles que définies par le règlement européen n°696/93, et à calculer des statistiques pour ces nouvelles unités. Les premiers travaux qui ont porté sur le profilage manuel des plus grands groupes sont pris en compte dans l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises depuis l'exercice 2013. En revanche, les résultats du profilage automatique l'ont été pour la première fois pour l'exercice 2017 dont les résultats définitifs ont été publiés en 2019.

En 2020, des travaux méthodologiques ont été menés pour améliorer tant le profilage manuel que le profilage automatique.

Le profilage manuel a fait l'objet d'une analyse et d'une consultation d'utilisateurs pour en déterminer une priorisation d'une dizaine de groupes supplémentaire à profiler manuellement dans les trois prochaines années (2021 à 2023). Il a aussi fait l'objet d'une étude académique approfondie sur la robustesse des résultats qu'il permet d'obtenir et sur les moyens de l'améliorer, suggérant des outils à développer, mais surtout ouvrant sur de potentielles révisions méthodologiques.

Le profilage automatique a quant à lui bénéficié d'une remise à plat, d'une consolidation et d'une optimisation des programmes de définition des entreprises (composition en unités légales à partir des contours Lifi), travaux nécessaires après une première année de mise en production. De plus, des pistes ont été explorées en 2020 pour en améliorer la méthodologie. En effet, depuis l'ESA 2018, les unités légales interrogées, lorsqu'elles font partie d'un groupe, sont sollicitées pour répondre à des questions nouvelles, relatives à leurs montants d'achat et de vente intra-groupe. La qualité des réponses a été mesurée et des modèles d'imputation de non-réponse testés (dans le cadre d'un mémoire Ensaï), jusqu'à simuler leur substitution aux estimations générées par l'algorithme. Pour mémoire, ces estimations reposent pour le chiffre d'affaires consolidé sur des hypothèses de liens d'achat et de vente entre binômes d'activités (principales) des UL (unités légates) du contour. Ces réponses à l'ESA ont permis de découvrir de nouvelles articulations d'activités générant des flux d'achat et de vente qui vont pouvoir enrichir la table existante des binômes d'activités et pourront être une alternative à des imputations des montants d'intras en non-réponse. L'année 2021 permettra de conforter et d'affiner ces travaux, avec le recul d'une seconde année de collecte.

Enfin pour achever ce passage au concept économique d'entreprises de la statistique structurelle, **la refonte du processus de production des données structurelles de démographie d'entreprises**

s'est poursuivie courant 2020. Après la rédaction de la note de cadrage opérationnelle en 2019, le projet est entré dans sa phase de spécification et de développement informatique pour aboutir d'ici fin 2022. L'année 2020 a permis de développer le produit minimum viable pour assurer la production des statistiques structurelles de démographie d'entreprises en entreprises au sens économique, et son alimentation par le répertoire statistique Sirius avant l'arrêt de Sirene 3 et la mise en production de Sirene 4. Les travaux se poursuivront en 2021 afin d'établir une véritable équation démographique et de consolider le processus de production des fichiers de diffusion.

***L'ensemble de ces travaux s'inscrivent pleinement dans l'avis ESM4 du Cnis « consolider l'approche de l'entreprise en tant qu'unité économique ».***

***Le profilage manuel, par les monographies des groupes qu'il exige, participe également, de manière structurelle, à « suivre l'évolution des formes d'organisation des entreprises » (ESM5) : frontière entre commerce ou service internalisés et en franchise, complémentarité entre unités productives et auxiliaires, soutien financier intra groupe (prêts internes...), etc.***

***De plus, la participation de l'Insee, en 2020 comme les années précédentes, dans l'élaboration et la mise en œuvre du profilage européen, ainsi que dans les travaux sur l'interopérabilité des répertoires nationaux et européens concourt à édifier une statistique structurelle plus comparable et de meilleure qualité à l'échelle européenne ; ces travaux s'inscrivent ainsi dans l'avis ESM1 « Développer l'observation de la mondialisation de l'économie et la mise à disposition des données en découlant ».***

#### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

**La refonte du répertoire inter-administratif Sirene (programme Sirene 4)** débutée en septembre 2018 s'est poursuivie tout au long de l'année 2020 et va permettre d'intégrer les formalités qui seront émises dès janvier 2021 par le **Guichet unique électronique de formalités d'entreprises instauré par l'article 1 de la loi Pacte**.

Pour mémoire, le programme Sirene 4 vise à construire pour 2022 un système modernisé, durable, robuste, évolutif et permettant une gestion plus efficiente du répertoire Sirene. Il est découpé en 10 projets : identification, codification, géographie, gestion de la norme, moteur de règles, poste de travail, traitements, infocentre, secteur public, contribution à ProConnect.

Le projet « identification » a abouti en 2020 et son intégration dans Sirene 3 va permettre des gains en gestion dès 2021.

En 2020, le projet « géographie » a étudié la capacité de Sirene à s'appuyer sur la base adresse nationale en remplacement éventuel du répertoire géographique Sirene alimenté par les données du cadastre. Les travaux sont à poursuivre notamment pour s'assurer de la non-dégradation de la qualité des adresses et du service rendu par le système actuel.

Le projet « gestion de la norme d'échange informatisé des formalités d'entreprises (Norme EDI CFE) » qui inclut la réception des formalités transmises par le Guichet unique a également abouti en 2020. Il va permettre dès janvier 2021 de renforcer les contrôles de conformité des transmissions du Guichet unique, leur transfert vers Sirene 3 et l'émission d'un retour d'information vers le Guichet unique sur les traitements réalisés par Sirene 3.

La contribution à ProConnect a également été réalisée courant 2020 et elle sera opérationnelle dès janvier 2021. En effet, dans la cadre du programme Tech.gouv piloté par la Direction du numérique (Dinum), l'Insee est impliqué en tant que fournisseur de données dans le projet Pro-connect (action ID4) qui doit permettre de dématérialiser complètement la création de comptes des entreprises sur les portails de services publics. Le jalon fixé par la feuille de route Tech.gouv qui concerne l'Insee, la Dinum et le secrétariat général des ministères financiers est le développement et le déploiement de ProConnect et de l'écosystème associé d'ici fin 2020. Ce dispositif permettra à terme de disposer d'une adresse électronique officielle de l'unité légale, les administrations pourront ainsi mettre en place des procédures 100 % dématérialisées.

**En 2020, l'Insee continue d'être activement impliqué dans le projet Européen de révision de la Nace** (nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne), **et participe aux travaux pilotés par l'UNSD, préparant de la révision de l'ISIC** (*International Standard Industrial Classification of All Economic Activities*). La France contribue substantiellement aux travaux de la Task Force européenne "NACE review" (qui compte 18 Etats membres), et aux travaux du TSG-ISIC, sous-groupe technique international piloté par l'UNSD, chargé de préparer la révision de l'ISIC. Il s'agit notamment d'analyser les très nombreuses propositions de révision des nomenclatures d'activités, issues des consultations organisées en 2018 et 2019, par Eurostat et par le TSG-ISIC. De nombreuses unités du SSP sont mises à contribution pour ces analyses, secteur par

secteur (Sirene, ESA-EAP, Divisions sectorielles, Comptes nationaux, SSM, Banque de France, ..), afin de déterminer la position française et son argumentation, et de nourrir les réflexions européenne et internationale. Nombre d'organisations professionnelles sont également sollicitées et associées à ces travaux, qui vont notamment déboucher sur l'élaboration de la nouvelle nomenclature d'activités française (NAF).

### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

*Projet renforçant la lisibilité ou l'accessibilité de la production du service statistique public.*

*Ex : création ou refonte d'un site Internet de diffusion, création de nouveaux produits de diffusion, mise à disposition de fichiers en open data, etc.*

## 2. Principales publications de l'année 2020

*Se limiter aux publications les plus importantes ou les plus novatrices :*

*ouvrages de référence publiés en 2020, premiers numéros de nouvelles collections créées en 2020, publications présentant des résultats de sources nouvelles, autres publications de 2020 portant sur un thème majeur ou novateur.*

*Ne pas lister les marronniers.*

**Pour chaque publication :** citer son titre ainsi que le lien vers votre site Internet de diffusion, et préciser le cas échéant le ou les avis de moyen terme de commissions du CNIS quand elle contribue à y répondre.

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du Cnis concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf. annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Micro-entrepreneurs immatriculés en 2018 : dans les transports, deux sur trois travaillent via une plateforme numérique	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4799082">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4799082</a>		
Les créateurs d'entreprises de 2018 : deux sur trois sont seuls à l'origine du projet de création	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4770853">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4770853</a>		
Les firmes multinationales françaises en 2018 : 6,2 millions de salariés employés hors de France	Publication fin novembre / début décembre		

## 0. Éléments de contexte en 2020

La crise sanitaire et le confinement du printemps n'ont pas trop perturbé l'avancement des réflexions préalables aux projets Nosica et Refonte des statistiques industrielles. Elle a même paradoxalement eu pour effet de faciliter l'accès aux données de caisse détaillées de certaines enseignes de la grande distribution, et a permis d'obtenir des données agrégées de paiements par carte bancaire.

La crise sanitaire a en revanche fait prendre un retard très important aux travaux de renouvellement de l'échantillon des enquêtes de prix à la production, l'activité des ingénieurs-enquêteurs (qui sont chargés de définir – de concert avec les entreprises échantillonnées – les produits ou prestations dont les prix sont ensuite suivis pendant cinq ans) s'étant trouvée complètement à l'arrêt pendant le 1<sup>er</sup> confinement et très réduite au sortir de celui-ci, par difficulté à contacter ou recontacter les entreprises.

## 1. Travaux en 2020

### 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

#### Projet Nosica

L'Insee s'est engagé dans la recherche de nouvelles sources de données pour la production des indices de chiffre d'affaires afin d'en améliorer la qualité et réduire la charge statistique portant sur les entreprises. Deux sources sont à l'étude : les données de caisse de la grande distribution alimentaire déjà utilisées dans le calcul de l'indice des prix à la consommation (IPC), et les données de paiements par carte bancaire en collaboration avec le Groupement des cartes bancaires CB. Une note de cadrage stratégique a été déposée au comité des investissements à la mi-2019 qui a conseillé à la maîtrise d'ouvrage de séparer les deux projets ; le second étant moins abouti.

Concernant les données de caisse, l'expérimentation statistique a été engagée suite à l'accord de plusieurs enseignes de la grande distribution alimentaire, avec des résultats encourageants en comparaison des autres sources disponibles ; l'étude permet de plus de confirmer le potentiel en termes de réduction des délais de publication ainsi que la possibilité de produire des indices par catégories de produits (classification à l'aide de méthodes type *machine learning*, en cours de développement au SSP lab) et des indices régionaux. Cette expérimentation va permettre de préciser le processus de production et les conséquences d'une potentielle mutualisation d'une partie des traitements des données avec l'IPC. Lorsqu'ils seront finalisés, ces travaux pourront être présentés, d'une part, au comité des investissements pour un accord sur la poursuite de la partie informatique du projet et, d'autre part, aux enseignes de la grande distribution alimentaire puis au Cnis pour la poursuite de la partie réglementaire du projet.

L'accès aux données de paiements par carte bancaire – qui est une toute source nouvelle pour l'Insee contrairement aux données de caisse – a également pris du temps ; il a été grandement facilité par la crise sanitaire du printemps. Un *Proof of Concept* (POC) a été engagé en collaboration avec la division Commerce sur le taux de pénétration des paiements par carte bancaire par secteur, sujet qui intéresse fortement le Groupement des cartes bancaires CB et qui a permis à l'Insee de mesurer les difficultés associées à la source. La principale difficulté pour l'Insee tient au fait qu'il ne peut accéder aux données détaillées : en l'état, il ne peut s'agir que d'une source utilisée pour le calcul d'indicateurs avancés, mais pas pour le calcul des indicateurs de court terme finaux.

Un rapport va être rendu en novembre à Eurostat dans le cadre d'une subvention européenne, et marquera une étape importante dans la conduite du projet.

#### Projet de refonte des statistiques annuelles de la production industrielle

Avec la mise en œuvre du nouveau règlement-cadre européen sur les statistiques d'entreprises (EBS) qui se fera à compter de 2022 sur l'année de référence 2021, les attentes européennes vis-à-vis de l'enquête annuelle de production (EAP) mais aussi les contraintes imposées évoluent : dans le volet Prodcom, la publication de la production vendue des sous-traitants et la publication d'agrégats en CPA à 2 et 4 chiffres sont désormais attendues, tandis qu'une exigence de représentativité « suffisante » au niveau de groupe de la Nace se substitue à des prescriptions sur les seuils d'exhaustivité et de couverture de l'échantillon. Cela doit permettre de réduire le nombre d'entreprises interrogées, au prix un changement substantiel de méthodologie.

La refonte des applications du domaine Dessin a pour finalités d'adapter le dispositif aux nouvelles contraintes européennes, de réduire les coûts et de gagner en robustesse. Cela passe par :

1. une réingénierie statistique pour répondre aux nouveaux besoins européens. Elle inclut notamment une réécriture des traitements en aval de la collecte et reste la condition nécessaire à une réduction de la taille de l'échantillon ;
2. un pilotage du processus par les métadonnées et la mobilisation de briques applicatives mutualisées à tous les stades du processus (Rmès, Pogues-Eno, Coltrane, et potentiellement Generic, Diane et Melodi) ;
3. une meilleure articulation entre eux des référentiels en amont du processus.

La note de cadrage stratégique du projet vient d'être remise au comité des investissements de l'Insee.

## 0. Éléments de contexte en 2020

Le département des synthèses sectorielles (DSS) est responsable des travaux de synthèse par grand secteur. Il contribue à l'élaboration des comptes nationaux, anime les trois commissions des comptes sectorielles, conduit une enquête mensuelle sur les hébergements touristiques (hôtels, campings et AHCT), des enquêtes thématiques annuelles ou pluriannuelles, des études et des analyses sur l'ensemble des entreprises. La connaissance des entreprises reste un enjeu fort dans un contexte de réflexion sur l'économie française, sa compétitivité, son positionnement européen et international.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des obligations européennes, de la participation à l'élaboration des comptes nationaux et d'une meilleure connaissance des conditions de production des entreprises via de nombreuses enquêtes thématiques.

Deux éléments de contexte ont fortement influencé les travaux prévus et perturbés ceux effectivement réalisés en 2020 par le DSS : d'une part, la reprise par l'Insee d'une partie des travaux de production concernant le tourisme et réalisés par la DGE (direction générale des entreprises) jusque fin 2019, et d'autre part, la crise sanitaire qui a conduit à modifier le programme des enquêtes thématiques avec une remise en cause profonde du programme annuel et du contenu de certaines enquêtes (report, suspension, allègement, introduction de nouvelles questions, et même création d'une enquête spécifique).

Pour ce faire, plusieurs canaux d'échange ont été mobilisés ou activés : les comités de concertation des enquêtes régulières ou spécifiques (CIS (enquête communautaire sur l'innovation), TIC (Technologies, informations communication), Déchets, Sous traitance, Aéronautique, ...), le comité SSE réunissant les différents SSM sous la responsabilité de la direction des statistiques d'entreprises (DSE), des réunions spécifiques avec les membres du Cnis, des représentants des fédérations professionnelles, des chercheurs, pour discuter des modifications / retraits / ajouts du programme de travail tel que prévu début 2020.

La reprise par la DSE de la responsabilité de l'enquête Suivi de la demande touristique (SDT) à partir de 2020 a conduit à la création d'un pôle SDT à la DR de Dijon à partir de septembre 2020 et d'un poste d'investissement à la DG.

La crise sanitaire a rapidement fortement modifié le programme des enquêtes thématiques du DSS de 2020/2021 : report de la nouvelle enquête Sous-traitance, suspension ou allègement de l'enquête mensuelle de fréquentation touristique (EFT), création d'une nouvelle enquête impact de la crise sanitaire sur l'organisation et l'économie des entreprises, important allègement des enquêtes Déchets (industrie et commerce) et report en 2023 de l'interrogation complète, adaptation des questionnaires des enquêtes européennes par l'introduction de questions spécifiques à la crise (TIC, CIS, CAM (chaînes d'activité mondiales)). D'autre part, l'enquête régionale menée par la direction de l'Occitanie sur la Filière aéronautique et spatiale dans le Grand Sud-Ouest (FAS GS0) n'a pas été réalisée en 2020. Certaines de ces problématiques ont été incluses dans l'enquête Impact de la crise sanitaire. En 2021, et uniquement pour cette année, cette enquête régionale sera étendue à l'ensemble du territoire national

La crise sanitaire a aussi été l'occasion de mobiliser de nouvelles sources (par exemple les données GIE cartes bancaires), de mettre en place de nouveaux outils statistiques et d'adapter nos méthodes, pour prendre en compte le mieux possible les ruptures dans le suivi et les réponses des entreprises (fermeture temporaire, non réponse, possible défaillance...).

## 1. Travaux en 2020

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

L'enquête « **Les entreprises et la sous-traitance en 2019** » a obtenu l'avis d'opportunité à la réunion du Cnis du 11 octobre 2019. Préparée fin 2019-début 2020 pour être sur le terrain au quatrième trimestre, après un passage au comité du label prévu au deuxième trimestre, la réalisation de cette enquête a été retardée suite à la crise sanitaire, après consultation de la commission « Entreprises et stratégies de marché ».

Ce décalage a permis de réaliser une enquête « **Impact de la crise sanitaire sur l'organisation et l'économie des entreprises** » dans des délais très courts, tout en respectant les différentes étapes pour l'élaboration d'une enquête thématique. Demande de façon dématérialisée de l'avis d'opportunité, comité de concertation, tests de l'enquête, dossier allégé pour le passage au comité du label, enquête sur le terrain début septembre 2020, et publication des premiers résultats prévue le 10 décembre 2020, date de sortie de la publication annuelle *Insee Références* sur les entreprises [//www.cnis.fr/enquetes/impact-de-la-crise-sanitaire-sur-lorganisation-et-leconomie-des-entreprises-enquete-2020x074ec/](http://www.cnis.fr/enquetes/impact-de-la-crise-sanitaire-sur-lorganisation-et-leconomie-des-entreprises-enquete-2020x074ec/).

L'enquête **Déchets** a été préparée en 2020 et est en cours de test en fin d'année. Compte tenu du contexte de la crise sanitaire, et cette enquête ayant lieu tous les 4 ans et servant de base pour le rapportage européen tous les deux ans, il a été décidé d'alléger fortement le questionnaire dans l'industrie et le commerce et de refaire l'enquête avec un questionnaire complet et donc plus quantitatif en 2023. Du fait de la nécessité d'un rapportage européen pour la première fois sur le gaspillage alimentaire, l'extension prévue aux entreprises des services a été maintenue avec un questionnaire complet.

L'enquête **Associations** (champ des employeuses et des non employeuses) comme l'enquête **Production** ont été redressées et son en cours d'exploitation, et seront mobilisés pour les travaux de préparation de la **nouvelle base des comptes nationaux**.

L'enquête annuelle sur la **filière aéronautique et spatiale** dans le Grand Sud Ouest (FAS GSO), est étendue à **l'ensemble du territoire national**, uniquement **pour cette année**. Cette proposition a reçu l'avis d'opportunité du Cnis lors de la réunion de la commission « Entreprises » du 16 octobre 2020. FAS 2020 apportera ainsi une information récente et complète sur la situation de la filière sur l'ensemble de la France. En Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie elle permettra d'actualiser la dernière enquête FAS GSO qui a eu lieu sur l'année de constat 2018, l'enquête sur 2019 n'ayant pu se dérouler du fait de la situation exceptionnelle au premier semestre 2020. Elle permettra également d'éclairer sur le sujet d'autres régions dans lesquelles la filière est fortement implantée : Île-de-France, Provence Alpes Côte d'Azur, Normandie, Pays de la Loire.

### **1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

L'innovation importante qui a bénéficié des contacts initiés en 2018-2019 est la mobilisation des données de haute fréquence du GIE cartes bancaires, données exploitées dans plusieurs travaux du département, dès les publications de la fin de premier semestre dans le cadre des deux rapports sur les comptes celui des services et celui du commerce. Ont aussi été exploitées pour ces publications sectorielles récurrentes, les premières données de la nouvelle enquête mensuelle Acémo Codiv. Ces sources seront à nouveau mobilisées pour les exercices de fin d'année 2020.

Ainsi, alors que les publications des comptes en juin de l'année N portent habituellement sur l'année N-1, avec des données encore non définitives, l'éclairage a été en juin sur l'année N-1 et le début de l'année N.

### **1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés**

La crise sanitaire a aussi conduit à un fort bouleversement des données observables sur **le tourisme**. Pour y faire face, une enquête directe auprès des trois principales enseignes pour la fin du premier trimestre, une enquête très allégée (sans demande de nationalité des non-résidents et *via* une pdf remplissable) au deuxième trimestre et à la fin 2020, ont permis de faire des publications adaptées. C'est dans le cadre de l'une d'entre elles (sortie prévue le 30 novembre 2020) que sortiront aussi des premiers résultats de l'enquête « Suivi de la demande touristique ».

Des travaux méthodologiques ont été développés, mobilisant des sources conjoncturelles (Dgfiip-TVA, la DSN) pour améliorer la qualité du redressement de la non-réponse de l'enquête hôtelière pendant les périodes de confinement et donc de fermeture d'hébergements.

### **1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage**

Le département participe aux travaux sur la refonte des nomenclatures, dont le Driss a la charge.

### **1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion**

Deux nouvelles applications de gestion des enquêtes sont passées en production début 2020 (**Generic** et **Tourisme 3**). L'application commune de gestion pour les différentes enquêtes thématiques a été mobilisée pour la première fois au deuxième trimestre 2020 pour l'enquête Antipol. Elle a aussi permis d'être opérationnel et très réactif pour la réalisation de l'enquête hors programme de travail sur l'impact de la crise.

La nouvelle application pour l'enquête unifiée de fréquentation des hébergements touristiques est disponible début 2020 avec, parallèlement, la poursuite de la dématérialisation et la centralisation du recueil des réponses. Sa mise en production complète a cependant pris du retard du fait des conditions de travail (équipements pour le télétravail, dimensionnement des outils informatiques, disponibilité des équipes) et de la priorisation des travaux au niveau de l'Insee.

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du Cnis concernés, le cas échéant	
		Avis généraux	Avis de commission
La consommation d'énergie dans l'industrie est stable en 2018, la facture s'accroît encore	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4289935">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4289935</a>	AG6	
Les hypermarchés n° 1 des ventes de produits alimentaires	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4473482">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4473482</a>		ESM2
300 000 points de vente dans le commerce de détail	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4474959">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4474959</a>		ESM2
Les investissements pour protéger l'environnement augmentent en 2018	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4505271">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4505271</a>	AG6	
En avril 2020, le nombre de chambres occupées sur le champ de trois grandes enseignes hôtelières chute de 79 %	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4508228">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4508228</a>	AG3	ESM8
En juin 2020, 73 % de nuitées en moins dans les hôtels qu'en 2019 en France métropolitaine	<a href="https://previsualisation.insee.fr/fr/statistiques/4647413">https://previsualisation.insee.fr/fr/statistiques/4647413</a>	AG3	ESM8
Le taux de marge dans l'industrie : des filiales aux groupes, une réduction de 2 points	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4304971">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4304971</a>	AG5 - AG7	ESM4 ESM5
Un tiers des grandes sociétés a vécu un incident de sécurité informatique en 2018	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4472399">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4472399</a>		ESM5
Les hébergements collectifs touristiques en 2019 - La fréquentation progresse malgré un recul de la clientèle non résidente	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4489915">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4489915</a>	AG3	ESM8
Le compte de l'agriculture pour 2019 - Forte baisse de la production viticole	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4624926">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4624926</a>		
Les ventes des entreprises en services marchands restent très dynamiques en 2019, avant de chuter au printemps 2020	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4630781">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4630781</a>	AG7	
Les ventes dans le commerce plongent au printemps 2020 après avoir rebondi en 2019	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4631819">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4631819</a>	AG7	
Le numérique stimule l'innovation dans le secteur tertiaire	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4644935">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4644935</a>	AG3 - AG6	
Les agences de publicité : un secteur moins dynamique en France qu'en Europe	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4796297">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4796297</a>		ESM5
Les entreprises en France – Edition 2020		AG8	ESM4 ESM5

## 0. Éléments de contexte en 2020

Dans le contexte de la crise sanitaire, l'Insee a adapté son dispositif de publications conjoncturelles :

- en augmentant la fréquence de ses *Points de conjoncture* ;
- en les centrant sur l'estimation du présent (*nowcasting*) plutôt que sur la prévision, la situation étant très évolutive ;
- et en mobilisant davantage de données à « haute fréquence » (exemple : montants agrégés de transactions par carte bancaire, pour le suivi de la consommation des ménages).

La crise sanitaire a par ailleurs affecté la production des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises (collecte uniquement en ligne et baisse des taux de réponse en particulier pendant le premier confinement). Les principaux indicateurs issus de ces enquêtes ont néanmoins pu être publiés chaque mois, parfois en adaptant la méthodologie.

Enfin, en avril 2020, le Codir-PTT a décidé du transfert des travaux de gestion des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises vers la DR Île-de-France, à l'horizon 2022-2023. Ce transfert commence à être préparé.

## 1. Travaux en 2020

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Dans le contexte de crise sanitaire ayant affaibli les taux de participation aux enquêtes de conjoncture auprès des entreprises, l'extension de la collecte par internet devient un objectif prioritaire. Le passage au dispositif Sting-Coltrane de génération automatisée de questionnaires papier à partir de questionnaires web a été accéléré. En parallèle, des opérations régulières de contacts ciblés vers les grandes unités non répondantes sont mises en place avec l'équipe de gestion.

### 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

De nouvelles données ont été mobilisées pour le suivi conjoncturel dans le contexte de la crise sanitaire. La plupart sont issues d'opérateurs privés. En particulier, la consommation des ménages est suivie depuis le début de la crise *via* les montants agrégés des transactions par cartes bancaires (source : GIE Cartes bancaires CB, sous convention avec l'Insee depuis la mi-mars).

Application « Conjoncture » : la chaîne de « dépouillement » des réponses aux enquêtes de conjoncture auprès des entreprises doit évoluer pour pouvoir gérer un questionnement souhaité potentiellement plus réactif quand le besoin s'en fait sentir. Sa rénovation va être engagée, et fera suite à une première opération de redocumentation et d'audit de ladite chaîne menée de décembre 2019 à mai 2020.

### 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Concernant les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises

A. Introduction de questions thématiques :

- une question ponctuelle sur le Brexit, dans l'enquête de conjoncture dans l'industrie, en janvier 2020 ;
  - un module trimestriel de questions sur les répercussions des mesures de protection sanitaire sur la productivité, dans trois enquêtes (industrie, services, bâtiment), depuis octobre 2020.
- Ces nouvelles questions ont été valorisées sous forme d'articles dans les *Points de conjoncture*.

B. Travaux de refonte en cours de l'indicateur synthétique de climat des affaires dans le bâtiment

C. Réflexions en cours sur le traitement de la non-réponse aux enquêtes de conjoncture auprès des entreprises, suite aux interrogations apparues pendant la crise sanitaire.

D. Participation à une étude pilote de la Commission européenne visant à construire un nouvel indicateur de rétention de main-d'œuvre à partir des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises,

associant les partenaires de quatre Etats membres. Les premiers travaux se poursuivront en 2021, avec un élargissement à d'autres pays européens.

#### **1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage**

#### **1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion**

Dans le contexte de la crise sanitaire, l'Insee a augmenté la fréquence de ses *Points de conjoncture*, en les centrant sur la prévision « en direct » (*nowcasting*) de deux agrégats macroéconomiques (PIB et consommation des ménages). Il s'est agi, en particulier, d'estimer les pertes d'activité liées aux deux confinements.

## **2. Principales publications de l'année 2020**

---

A ce jour, 10 *Points* ou *Notes de conjoncture* ont été publiés depuis la mi-mars. 2 autres devraient l'être en décembre. Les sommaires détaillés se trouvent ici :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4473296>

## 0. Éléments de contexte en 2020

La crise de la covid19 a profondément perturbé les travaux autres que la production courante.

### 1. Travaux en 2020

#### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Mise en œuvre du règlement FRIBS (avis ESM3):

La discussion avec les partenaires institutionnels pour définir une nouvelle base juridique française commence à peine en fin d'année.

En ce qui concerne l'échange de données individuelles miroir relatives aux exportations et importations **intraUE** depuis d'autres Etats membres, l'agrément du projet de sécurisation de la réception des données est en fin de processus et devrait permettre un financement partiel par la Commission européenne.

Réingénierie du processus de production de la statistique du commerce extérieur :

L'analyse du dispositif existant a commencé en 2020. La réflexion organisationnelle est prévue lorsque le nouveau cadre juridique français sera défini.

#### 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Enquête sur l'utilisation des données administratives à des fins de détection des anomalies déclaratives (DEB) ou d'estimation des flux dispensés de déclaration

Une enquête pilote a été lancée sur les écarts entre les montants d'échanges intracommunautaires de biens déclarés sur les formulaires TVA CA3 ou CA12 et les totaux des échanges déclarés en DEB. Elle a été fortement perturbée par la crise due à la pandémie.

#### 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

#### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

#### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du Cnis concernés, le cas échéant	
		Avis généraux	Avis de commission
Les dédouanements annoncent une nette reprise des échanges extérieurs de la France en juin 2020	<a href="http://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/etudes/tableaux/ee_86.pdf">lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/etudes/tableaux/ee_86.pdf</a>		
Evolutions récentes des échanges extérieurs des produits liés à la lutte contre les crises sanitaires	<a href="http://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/etudes/tableaux/ee_87.pdf">lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/etudes/tableaux/ee_87.pdf</a>		

## 0. Éléments de contexte en 2020

---

Le programme de travail du Service des données et études statistiques (SDES) est fortement déterminé par les règlements européens, et comporte une grande part de productions récurrentes, dont le rythme est mensuel, trimestriel et/ou annuel. Ces activités récurrentes de production statistique ont été très perturbées à partir du mois de mars 2020 par le confinement mis en place pour contenir l'épidémie de Covid-19, avec des degrés toutefois variables selon les dispositifs ou les thématiques.

Les activités de production dans le domaine de la construction et du transport ont été les plus impactées, avec des interruptions ou ralentissements importants de la collecte de certaines opérations récurrentes entre la mi-mars et la mi-mai : enquête mensuelle d'activité dans le secteur du BTP (EMBTP), source utilisée pour le calcul de l'indice de la production dans la construction ; autorisations d'urbanisme ([Sit@del](#)) ; enquête sur les prix de revient des logements neufs (PRLN), source utilisée pour le calcul de l'indice du coût de la construction (ICC) ; actualisation du répertoire du parc locatif social ; actualisation du répertoire des véhicules routiers ; enquête sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM)...). Dans ce contexte, certaines publications conjoncturelles, mensuelles ou trimestrielles, ont dû être retardées ou reportées, tandis que, sur un plan méthodologique, les modifications importantes de l'activité économique et des calendriers de remontées des informations ont fragilisé le calcul des séries CJO-CVS. En dépit de ce contexte difficile, les rapportages à Eurostat prévus à compter de la fin mai ont pu être assurés dans les délais.

Le contexte sanitaire a également eu un impact sur le déroulement de certaines opérations spécifiques à l'année 2020, avec notamment un retard important dans la collecte de l'enquête nationale sur le logement (EnL 2020) prévue en face-à-face. D'autres enquêtes dont la collecte s'était opérée en 2019 (enquête sur la mobilité des personnes) ou essentiellement au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (enquête sur les travaux de rénovation des maisons individuelles (Tremi), enquête sur les français et la nature) ont pu donner lieu à de premières valorisations dès le 2<sup>e</sup> semestre 2020.

La conception ou les refontes de plusieurs dispositifs statistiques ont vu également leur rythme de déploiement ralenti par la crise sanitaire (système d'enregistrement des logements-foyers (SELFy) ; refonte du répertoire des véhicules routiers) ou ont été reportées à 2021 (enquête chronotachygraphe).

## 1. Travaux en 2020

---

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

La collecte de l'**enquête mobilité des personnes 2018-2019** (anciennement Enquête nationale transports déplacements – ENTD) s'est déroulée de mai 2018 à avril 2019 (enquête en face à face assurée par l'Insee). Cette enquête fournit des données de référence sur la mobilité des Français et l'évolution de leurs comportements de mobilité par rapprochement avec les résultats des éditions précédentes réalisées tous les 10/15 ans. Au premier semestre 2020, les traitements statistiques et les travaux d'enrichissements se sont poursuivis avec l'objectif de disposer de premiers résultats à l'automne 2020 et d'un fichier définitif complet début 2021. Les premiers résultats nationaux sur la mobilité locale ont ainsi été publiés à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité en septembre 2020, accompagnés d'une vidéo. Les résultats relatifs à la mobilité longue distance seront valorisés début 2021.

### Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM)

La rénovation méthodologique de l'enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM), réalisée dans le cadre d'un règlement européen depuis 1978, a conduit en 2019 à la définition d'un nouveau plan de sondage et à la révision de la méthode de redressement des résultats. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'enquête a été collectée selon cette nouvelle méthodologie. Compte tenu des perturbations importantes générées par la crise sanitaire sur la collecte de l'enquête et l'élaboration des nouveaux produits de diffusion, les premiers résultats de l'enquête selon ce nouveau protocole seront diffusés fin 2020, accompagnés d'éléments explicatifs sur les changements opérés.

## Enquête Chronotachygraphes

En raison de la crise sanitaire, la rénovation de l'enquête sur la durée du travail des conducteurs routiers, initialement programmée en 2020, a été reportée en 2021. Cette enquête par lecture de "chronotachygraphes", réalisée depuis le milieu des années 90, repassera au Comité du label en 2021.

### 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

L'exploitation des données des contrôles techniques des véhicules s'est poursuivie en 2020, dans le cadre de la refonte du répertoire des véhicules routiers. L'objectif est d'alimenter quotidiennement le répertoire avec les nouvelles immatriculations de véhicules et avec les données de contrôles techniques, afin de décrire le parc roulant de véhicules. Jusqu'à présent, ce parc était estimé en fonction de l'âge du véhicule (parcs immatriculés « tronqués » à 15, 17 ou 18 ans selon le type de véhicule) et n'était mobilisable que de façon agrégée selon différents critères : âge, motorisation, puissance, maille géographique régionale / départementale. La connaissance désormais plus fine et exhaustive du parc a permis de publier pour la première fois en octobre 2020 des parcs de véhicules roulants pour les voitures particulières, pour les poids lourds ainsi que pour les véhicules utilitaires légers. En outre, ont été publiés des parcs actualisés de voitures particulières par vignette Crit'air et par EPCI dans les 7 nouvelles métropoles engagées dans la mise en place d'une zone à faibles émissions, ainsi que dans les 16 métropoles déjà engagées précédemment.

### 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés

#### Bilan de la circulation

Le bilan de la circulation routière rassemble et met en cohérence annuellement les évolutions du parc de véhicules, de la circulation routière et de la consommation de carburants. Jusqu'à présent, ce bilan s'appuyait sur des données de référence, ou « base », élaborées en 2009. En 2020, le bilan de la circulation a été partiellement « rebasé » sur de nouvelles données de référence, sur le parc notamment, dans le cadre d'un groupe de travail d'experts et de partenaires du bilan annuel (UGE, CITEPA, CCFA, SEVS, CNR...). A l'automne 2020, a été diffusé le bilan de la circulation en nouvelle base pour les années 2012-2019. Les données des années antérieures seront ré-estimées ultérieurement en nouvelle base et devraient être disponibles en 2021.

### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

#### Répertoire des véhicules routiers

La refonte informatique du répertoire des véhicules routiers (RSVERO2), appariant données d'immatriculation des véhicules et contrôles techniques, s'est poursuivie en 2020 et devrait s'achever au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du Cnis concernés, le cas échéant	
		Avis généraux	Avis de commission
<b>Ouvrages de référence</b>			
Chiffres clés du transport	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-du-transport-edition-2020?rubrique=56&amp;dossier=1337">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-du-transport-edition-2020?rubrique=56&amp;dossier=1337</a>		
Bilan social annuel du transport routier de marchandises	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-social-annuel-du-transport-routier-de-marchandises-edition-2020-0?rubrique=337&amp;dossier=1352">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-social-annuel-du-transport-routier-de-marchandises-edition-2020-0?rubrique=337&amp;dossier=1352</a>		
Bilan annuel des comptes des transports	À paraître en novembre 2020		

Publications présentant des résultats nouveaux ou issus de sources nouvelles			
En 2016, les revenus d'activité non salariée des chauffeurs de VTC sont de moitié inférieurs à ceux des taxis	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4470786?sommaire=4470890#consulter-sommaire">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4470786?sommaire=4470890#consulter-sommaire</a>		
Comment les Français se déplacent-ils en 2019 ?	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/comment-les-francais-se-deplacent-ils-en-2019-resultats-de-lenquete-mobilite-des-personnes?rubrique=60&amp;dossier=1345">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/comment-les-francais-se-deplacent-ils-en-2019-resultats-de-lenquete-mobilite-des-personnes?rubrique=60&amp;dossier=1345</a>		
38,2 millions de voitures en circulation en France	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/382-millions-de-voitures-en-circulation-en-france?rubrique=58&amp;dossier=1347">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/382-millions-de-voitures-en-circulation-en-france?rubrique=58&amp;dossier=1347</a>	AG7 et AG5	
6 millions de véhicules utilitaires légers en circulation au 1er janvier 2020	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/6-millions-de-vehicules-utilitaires-legers-en-circulation-au-1er-janvier-2020?rubrique=58&amp;dossier=1347">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/6-millions-de-vehicules-utilitaires-legers-en-circulation-au-1er-janvier-2020?rubrique=58&amp;dossier=1347</a>	AG7 et AG5	
Le parc de poids lourds en circulation est stable au 1er janvier 2020	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-de-poids-lourds-en-circulation-est-stable-au-1er-janvier-2020?rubrique=58&amp;dossier=1347">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-de-poids-lourds-en-circulation-est-stable-au-1er-janvier-2020?rubrique=58&amp;dossier=1347</a>	AG7 et AG5	
Stabilité de la circulation routière en France en 2019	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/stabilite-de-la-circulation-routiere-en-france-en-2019?rubrique=58&amp;dossier=1348">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/stabilite-de-la-circulation-routiere-en-france-en-2019?rubrique=58&amp;dossier=1348</a>	AG7	

## **0. Éléments de contexte en 2020**

---

Malgré la crise sanitaire, le programme d'enquêtes du service de la statistique et de la prospective (SSP) a été réalisé comme prévu. Il a fallu toutefois adapter le mode de collecte de l'enquête sur les pratiques culturales en viticulture : pendant la période de confinement, l'enquête a été poursuivie par téléphone plutôt qu'en face-à-face. Par ailleurs, les taux de réponse des enquêtes de branche des industries agroalimentaires ont été plus faibles qu'habituellement.

Les travaux statistiques menés en 2020 ont été, comme chaque année, très largement déterminés par les obligations statistiques européennes et par les demandes exprimées par les utilisateurs nationaux en terme de fourniture de données et d'analyses pour alimenter la connaissance et aider au pilotage et à l'évaluation de politiques publiques dans les domaines de compétence du ministère.

Dans cette perspective, le SSP a continué à mener des opérations statistiques récurrentes sur les thématiques suivantes : occupation et utilisation du territoire ; productions végétales et animales ; productions commercialisées agroalimentaires ; production et activités des exploitations aquacoles, des exploitations forestières et scieries, des industries et du commerce de gros agroalimentaires ; résultats économiques des exploitations agricoles, de la pêche et de l'aquaculture ; indices de production et de prix (indice des prix des produits agricoles à la production, indice de production industrielle, prix des consommations intermédiaires nécessaires aux exploitations agricoles, prix des terres agricoles). La conjoncture agricole, agroalimentaire et forestière a été suivie mensuellement et annuellement et des opérations de synthèse ont permis d'élaborer la statistique agricole annuelle, les comptes de l'agriculture par région ainsi que des bilans d'approvisionnement par type de productions.

Au-delà des enquêtes régulières, une enquête aperiodique a été collectée en 2020 : l'enquête sur les pratiques culturales en viticulture, mobilisée pour l'évaluation de divers plans d'action ministériels (Ecophyto ; Agro-écologie) et pour le suivi du règlement européen sur les pesticides. L'année 2020 a également été consacrée à la préparation du recensement agricole, dont la collecte a débuté en octobre 2020 et se poursuivra en 2021.

Plusieurs enquêtes antérieures (notamment sur les pratiques culturales en viticulture, en grandes cultures et en production légumières, les productions aquacoles) ont été valorisées.

En matière d'études, les travaux d'analyse réguliers sur l'agriculture et les industries agroalimentaires (comportements d'innovation, d'utilisation des technologies de l'information et de la communication, consommations d'énergie, dépenses pour protéger l'environnement...) se sont accompagnés de travaux plus inédits : analyse de la consommation de viande sur 50 ans, évolutions des aides de la PAC entre 2013 et 2017...

Le SSP a contribué aux travaux de divers observatoires (observatoire de la formation des prix et des marges, observatoire économique des signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine ...) et a apporté son appui aux directions du ministère, notamment pour les réflexions sur la prochaine programmation de la PAC.

Enfin le SSP a poursuivi ses efforts en termes d'innovations statistiques et méthodologiques afin de gagner en efficacité et qualité. Dans le souci d'alléger le coût des enquêtes et la charge statistique des répondants, le recours croissant aux données administratives, voire privées, a continué à faire l'objet d'expertises approfondies, de même que le développement de dispositifs de collecte par internet. Des analyses de risque ont par ailleurs été conduites pour améliorer et sécuriser les processus de production (enquêtes de conjoncture) et les inscrire dans un cadre d'assurance qualité. Le site internet rénové du SSM Agriculture (Agreste) a été ouvert en mars 2020 ; il continue d'être amélioré.

## **1. Travaux en 2020**

---

### **1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières**

#### **Recensement agricole 2020 (avis AG5)**

La collecte du recensement décennal de l'agriculture a débuté en octobre 2020 selon des modalités innovantes avec une collecte auprès d'environ 350 000 exploitations de données de base (dites de « tronc commun »), prioritairement par internet et avec un complément par téléphone si nécessaire ;

une collecte, auprès d'environ 100 000 exploitations (un échantillon représentatif de la métropole et la totalité des exploitations des DOM et de Corse) de questionnaires plus détaillés (tronc commun et questionnaire thématique). La collecte du tronc commun a été confiée à deux prestataires externes tandis que les questionnaires plus détaillés sont collectés par le réseau des enquêteurs régionaux en Srise, en face-à-face ou par téléphone.

### **Enquête sur les pratiques culturelles en viticulture au cours de la campagne 2019 (avis ESM11)**

Cette enquête fait partie du cycle des enquêtes sur les pratiques culturelles en production végétale, qui alterne tous les 3-4 ans, pour chaque filière (grandes cultures, arboriculture, maraîchage, viticulture), des enquêtes approfondies sur les pratiques culturelles et des enquêtes plus légères sur les traitements phytosanitaires. L'enquête sur les pratiques culturelles en viticulture au cours de la campagne 2019 a été collectée au 1<sup>er</sup> semestre 2020. Compte-tenu de la complexité des informations à collecter, cette enquête est réalisée en face-à-face par un réseau d'enquêteurs piloté par les services régionaux (Srise) ; néanmoins, il a fallu réaliser une partie de la collecte par téléphone pendant la période du premier confinement. Les premiers résultats seront disponibles en 2021.

### **Refonte des enquêtes de branche**

La refonte du dispositif des enquêtes de branche menées auprès des industries agroalimentaires s'est poursuivie. Cette refonte vise à alléger la charge de réponse, simplifier le dispositif de collecte et faciliter l'intégration par l'Insee des données collectées dans le calcul des indicateurs IPI et Prodcum. Le nouveau dispositif, dont la collecte sera principalement assurée par internet avec une gestion directe du SSP, a été présentée au comité du label en juin 2020, en vue d'une mise en œuvre à compter de 2021.

## **1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

### **Système d'information sur l'aquaculture (avis AG7)**

L'expertise du système d'information sur l'aquaculture, à conduire avec la DPMA, n'a pas pu être menée en 2020, la DPMA étant très occupée par les sujets liés au Brexit.

### **Pratiques culturelles et logiciels privés de gestion des parcelles (avis AG4 et AG7)**

Le projet d'expertise des données détenues par les éditeurs de logiciels privés de gestion de parcelles se poursuit. L'objectif est à la fois de pré-renseigner certaines rubriques du questionnaire (rubriques les plus longues sur les traitements effectués sur les parcelles) mais également de voir si ces données pourraient permettre d'espacer le rythme des enquêtes sur les pratiques culturelles. Des premières données tests ont été récoltées directement auprès de quelques exploitants agricoles.

### **Enquête Teruti et mobilisation des données satellitaires (avis AG5 et AG7, Terr6)**

Le dispositif de mesure de l'occupation et de l'utilisation des sols, fondé sur l'enquête Teruti, a été profondément rénové en 2017 avec la mobilisation d'une stratification du territoire à partir des données administratives (RPG...) et géographiques (BD-Topo...), conduisant à intensifier l'observation dans les strates ayant de plus fortes probabilités de changement de couverture des sols. La collecte des 3 premières vagues de ce nouveau dispositif d'observation s'est déroulée en 2017-2019, ce qui permettra de produire en 2020 des résultats précis au niveau départemental en cumulant trois années consécutives de collecte. A cette fin, un travail de raccordement de la nouvelle série avec la série antérieure sera mené. Un travail sera également mené pour définir le nouvel échantillon à réobserver, une partie des points déjà observés en 2017 pouvant être imputés. Par ailleurs, la collaboration avec le Centre d'études spatiales de la Biosphère (CESBio) de l'Inrae s'est poursuivie en vue d'expertiser la possibilité de mobiliser à moyen terme les données satellitaires pour détecter les changements d'occupation et mieux cibler les points à revisiter dans le cadre le cadre de l'enquête Teruti. Ces travaux ont été menés dans le cadre de l'ESSnet « Big Data 2 – Earth observation » d'Eurostat et ont donné lieu à un rapport en 2020.

## **1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés**

## **1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage**

## **1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion**

### **Refonte du site Agreste (avis AG8)**

Afin d'améliorer l'accessibilité et la visibilité des travaux du SSP, une refonte du site Agreste a été initiée en 2018. La mise en ligne du nouveau site a eu lieu en mars 2020. Il continue d'être amélioré.

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du Cnis concernés, le cas échéant	
		Avis généraux	Avis commission
Publications du SSP	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/accueil/">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/accueil/</a>		
En 2018, les surfaces des cultures céréalières au plus bas depuis dix ans	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2005/Primeur%202020-5%20SAA.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2005/Primeur%202020-5%20SAA.pdf</a>		
En France, la consommation de viande se modifie fortement entre 1960 et 2018	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2004/Primeur%202020-4%20ConsoViande.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2004/Primeur%202020-4%20ConsoViande.pdf</a>		
Les aides au titre de la politique agricole commune	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2003/Primeur%202020-3%20Pac.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2003/Primeur%202020-3%20Pac.pdf</a>		
Utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'agroalimentaire en 2019	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2008/cd2020-8_TIC.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2008/cd2020-8_TIC.pdf</a>	AVG3	
La production de déchets non dangereux dans les industries agroalimentaires	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2002/Primeur%202020-2%20D%C3%A9chets_v5.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2002/Primeur%202020-2%20D%C3%A9chets_v5.pdf</a>		ESM10
Enquête pratiques culturales en grandes cultures et prairies 2017 - Principaux résultats	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2009/cd2020-9%20PK%20_GC2017b.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2009/cd2020-9%20PK%20_GC2017b.pdf</a>		ESM11
RICA Europe 2018 - Principaux résultats	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2010/cd2020-10_RicaEurope2018.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2010/cd2020-10_RicaEurope2018.pdf</a>	AVG6	
Pratiques phytosanitaires en production légumière en 2018 : IFT et nombre de traitements	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2007/cd2020-7_PratiquesPhyto%C3%A9gumes%20en%202018.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Chd2007/cd2020-7_PratiquesPhyto%C3%A9gumes%20en%202018.pdf</a>		ESM 11
Pratiques phytosanitaires en viticulture - Campagne 2016	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/ChdAgri2004/cd2020-4_PK%20Viti2016.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/ChdAgri2004/cd2020-4_PK%20Viti2016.pdf</a>		ESM11
Les écarts entre alimentation déclarée et alimentation réelle : observations et explications	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Ana155/Analyse%201552009.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Ana155/Analyse%201552009.pdf</a>		
Déterminants, hétérogénéité et soutien du revenu des agriculteurs français	<a href="https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Ana152/Analyse%201522008.pdf">https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Ana152/Analyse%201522008.pdf</a>		

## MINISTÈRE DES ARMÉES

Secrétaire général pour l'Administration

Direction des affaires financières

Sous-direction des questions économiques, fiscales et internationales

Observatoire économique de la Défense (OED)

### 0. Éléments de contexte en 2020

Le contexte statistique du service a été marqué par la crise Covid et l'impossibilité de travailler à distance, faute d'un accès autorisé aux serveurs. Cela a occasionné des retards dans la production statistique du service statistique et des retards dans la parution de certains indicateurs.

Côté contexte administratif, le turnover incessant sur les postes de chargés d'études et les difficultés récurrentes de recrutement, ainsi que le non-remplacement du chef de projet en charge des enquêtes statistiques (de profil Insee), ont perturbé l'activité du service.

Une mission conjointe Insee - ministère des Armées « *d'optimisation de la production statistique dans le domaine de la Défense* » a été lancée en septembre 2020, à la demande de l'ASP. Les conclusions sont attendues pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

### 1. Travaux en 2020

#### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

**Enquête auprès des réservistes (réserve opérationnelle).** L'enquête avait pour objectif d'établir un portrait actualisé des réservistes, en particulier du point de vue de leur situation dans la société civile, de recueillir leur sentiment sur la façon dont ils concilient leur vie personnelle, professionnelle et militaire, leur satisfaction vis-à-vis de leurs activités de réserve et analyser leur souhait de renouvellement. Enquête « multimode ».

*Ce projet d'enquête a dû être suspendu en raison de la crise Covid et du non-remplacement du chef de projet en charge des enquêtes.*

**Enquête sur la cybersécurité des fournisseurs directs de la défense.** Le dispositif consistait en la réalisation d'une enquête sur la cybersécurité des PME fournisseurs du ministère des Armées et ce afin de recueillir des données sur l'incidence du cybercrime sur ces entreprises et les actions qu'elles mettent en place en vue d'en prévenir ou atténuer les effets. Enquête « multimode ».

*Ce projet d'enquête a dû être suspendu en raison de la crise Covid et du non-remplacement du chef de projet en charge des enquêtes.*

#### 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

**Exploitation de données fiscales issues du fichier impôt sur le revenu, dénommé POTE (DGFIP)** en vue d'étudier les revenus du foyer des militaires et leur évolution, au-delà de la seule connaissance des rémunérations détaillées des personnels militaires présente dans le RAE (recensement annuel des agents de l'État).

**AG2 Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité.**

*Après réception des données, les travaux ont démarré et devraient aboutir en 2021.*

Mise en place d'un **indicateur annuel de suivi statistique des entreprises fournisseurs « innovantes »** du ministère des armées à partir de sources fiscales (données du CIR/ CII) et des données de l'Acoss sur les Jeunes Entreprises Innovantes.

**ESM6 Affiner la mesure de l'innovation et de la recherche et développement.**

**AG7 Développer les appariements entre sources de données.**

*Les données ont été réceptionnées en septembre 2020, les travaux ont démarré.*

**Refonte du dispositif de suivi des rémunérations des personnels de la gendarmerie nationale (RAE-G)** à partir du système d'information Aghora Solde mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Cette refonte est effectuée en collaboration avec la DGGN.

**AG2 Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité.**

*Une convention de mise à disposition a été signée avec la DGGN en juillet et les données réceptionnées en septembre. Publication des résultats dans la collection EcoDef Statistiques.*

## Intégration du nouveau calculateur Source Solde, dans la chaîne de traitement du RAE 2020 (recensement annuel des agents de l'État).

### 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

La statistique sur les paiements aux entreprises fournisseurs du ministère des Armées (REFD) est rénovée. Le champ est redéfini en faisant désormais apparaître : les entreprises fournisseurs du secteur public, ainsi que les entreprises fournisseurs de rang 1 et 2.  
*Cette action a dû être reportée suite à la crise Covid.*

En outre, la statistique relative aux délais de paiements aux entreprises fournisseurs du ministère est rénovée.

*Cette action n'a pu être menée ; nous n'avons pas été autorisés à accéder aux données relatives aux délais de paiement.*

### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

**Développement de la communication du SSM Défense au moyen de vidéos dessinées.** L'objectif est la réalisation et la mise en ligne de vidéos destinées au grand public sur les thèmes d'économie de la défense, abordés dans les collections du bulletin *EcoDef*.

**AG8 Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public.**

*4 vidéos dessinées ont été réalisées et diffusées.*

*Par ailleurs, le site internet de l'OED s'est enrichi d'une rubrique « Infographies ».*

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux	Avis de commission
EcoDef Études n°143, "Dépendance stratégique aux matériaux critiques de la BITD française", OED, janvier 2020.	<a href="https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef">https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef</a>		ESM1 Développer l'observation de la mondialisation de l'économie et la mise à disposition des données en découlant
EcoDef Statistiques n°145, "Une mesure de la BITD en comptabilité nationale", Vincent-Guillaume ASSOGBA (GREThA), Sylvain MOURA (OED), janvier 2020.	<a href="https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef">https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef</a>	S.O.	S.O.
EcoDef Statistiques n°163, "La progression de l'emploi dans les entreprises industrielles de défense soutient l'emploi manufacturier en France", Matthieu WYCKAERT, septembre 2020.	<a href="https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef">https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef</a>	AG7 Développer les appariements entre sources de données	
EcoDef Statistiques n°146, "La géographie des retraités militaires des Armées", OED, Sylvain MOURA, février 2020	<a href="https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef">https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef</a>	AG5 Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales	
EcoDef Statistiques n°144, "Une approche statistique d'identification des PME fournisseurs innovantes", Yves-Marie ANDRIEU, janvier 2020.	<a href="https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef">https://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/economie-et-statistiques/publications-ecodef</a>		ESM6 Affiner la mesure de l'innovation et de la recherche et développement

## Annexe 1 - Avis généraux de moyen terme du Cnis (*liste exhaustive*)

### Développement durable

#### **AG1. Améliorer la mesure de la qualité de la croissance ; mise à jour et diffusion des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable (y compris internationaux)**

Le Conseil se félicite de la publication du rapport du groupe de travail sur la déclinaison française des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable. Au-delà de la mise à jour et la diffusion régulières des indicateurs retenus par le rapport, le Conseil demande au service statistique public de répondre aux recommandations du groupe de travail dans la perspective d'affiner la mesure de la qualité de la croissance.

#### **AG2. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité**

Le Conseil considère que le développement durable intègre la question des inégalités de toutes natures. Il souhaite vivement qu'elles demeurent un sujet d'attention permanent et que cette question soit prise en compte dans les travaux entrepris.

### Numérique

#### **AG3. Observer et analyser les mutations économiques et sociales dues à la transformation numérique**

L'économie numérique transforme en profondeur l'activité humaine et les relations entre les individus. Le Conseil demande que le service statistique public mesure le développement des technologies numériques et ses conséquences, d'une part, sur les usages qu'en font les entreprises ou autres organisations et les individus, d'autre part, sur l'économie et la société.

#### **AG4. Tirer profit des sources de données produites par le développement du numérique**

Le Conseil recommande aux services producteurs d'explorer les nouvelles sources de données dès lors qu'elles ouvrent des perspectives d'enrichissement du système d'information de la statistique publique. Il demande aux services d'expertiser ces sources et d'être particulièrement attentifs à la qualité des statistiques produites.

### Territoires

#### **AG5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales**

Le Conseil note avec satisfaction les avancées substantielles dans la mise à disposition par les services producteurs de données territoriales plus riches et plus fines. Il demande que le service statistique public poursuive ses efforts dans ce domaine et veille tout particulièrement à garantir la cohérence des informations produites et à en faciliter l'accès notamment aux acteurs locaux.

#### **AG6. Poursuivre les investissements dans les comparaisons internationales**

Le Conseil prend acte qu'une partie du programme statistique répond à des demandes européennes. Dans ce contexte, il encourage vivement les efforts produits par le service statistique public pour continuer à prendre une part active à la construction de la statistique européenne et pour développer des comparaisons internationales – y compris des territoires – en étant très attentif aux questions de comparabilité entre pays.

### Méthodes et diffusion

#### **AG7. Développer les appariements entre sources de données**

Le Conseil demande à l'ensemble des producteurs de la statistique publique de développer les appariements entre sources de données afin d'enrichir l'analyse des liens entre différents thèmes, en veillant au strict respect de la confidentialité lorsque les appariements reposent sur des informations identifiantes.

#### **AG8. Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public**

Le Conseil recommande aux services de la statistique publique de poursuivre leurs efforts pour améliorer la lisibilité de leur offre. Celle-ci couvre à la fois les nomenclatures utilisées, l'information sur les sources de données qu'ils produisent et la diffusion des statistiques et analyses qui en sont issues.

## Annexe 2 - Avis moyen terme des commissions du Cnis

### Commission Entreprises et stratégies de marché (liste exhaustive)

#### **Observation d'une économie mondialisée**

##### **ESM1. Développer l'observation de la mondialisation de l'économie et la mise à disposition des données en découlant**

Le Cnis note avec satisfaction l'engagement de l'Union européenne dans le projet Fribs (Framework Regulation Integrating Business Statistics) visant à développer la mise en perspective internationale des statistiques d'entreprises et à renforcer la cohérence dans ce domaine. Il encourage le service statistique public à poursuivre son implication dans le projet et les efforts qu'il déploie pour améliorer l'observation et l'analyse de la mondialisation de l'économie et accroître la mise à disposition et l'appropriation des données.

##### **ESM2. Approfondir la connaissance des stratégies d'implantation des entreprises**

Le Cnis souhaite que le service statistique public poursuive le développement de ses outils d'observation et d'analyse des stratégies de localisation des entreprises et de leurs conséquences tant à l'échelle mondiale que nationale (compétitivité économique, attractivité des territoires).

##### **ESM3. Suivre l'évolution de la mesure des flux d'échanges de biens et de services**

Le Conseil prend note des avancées dans les échanges de micro-données entre États membres de l'Union européenne concernant les flux intracommunautaires de biens (projet Simstat). Il estime que les travaux sur la qualité des informations qui seraient transmises dans ce cadre restent insuffisants. Il demande que soit portée la plus grande attention à la qualité des données et à être régulièrement informé des dispositions prises en la matière, notamment en matière de collecte nationale.

#### **Organisation et stratégies des entreprises**

##### **ESM4. Consolider l'approche de l'entreprise en tant qu'unité économique**

Le Cnis salue l'introduction de la nouvelle définition de l'entreprise en tant qu'unité économique et des nouvelles catégories d'entreprise qui en découlent. Il recommande que cette nouvelle approche soit adoptée pour l'analyse économique structurelle par les services de la statistique publique et fasse l'objet d'une large diffusion. Il encourage les producteurs à faire preuve de la plus grande pédagogie en la matière.

##### **ESM5. Suivre l'évolution des formes d'organisation des entreprises**

Les entreprises, dans leurs formes d'organisation (avec, par exemple, les micro-entreprises ou les plates-formes d'échanges) et dans leurs interrelations (par exemple, les différentes formes de sous-traitance, les réseaux de franchises) évoluent fortement en se diversifiant. Le Cnis souhaite que le service statistique public continue à s'adapter ses dispositifs de manière à suivre précisément ces évolutions du tissu productif, en particulier pour mieux observer les liens entre industrie et services.

##### **ESM6. Affiner la mesure de l'innovation et de la recherche et développement**

L'innovation et la recherche et développement sont des sujets d'importance pour toutes les entreprises et les politiques publiques. Dans le contexte d'une économie mondialisée, ils sont des facteurs essentiels de compétitivité. Le Cnis souhaite que des réflexions engagées dans ce domaine conduisent à une clarification des frontières entre les différents concepts et que le dispositif d'observation soit consolidé et adapté aux évolutions et aux problématiques soulevées.

#### **La transformation numérique de l'économie**

##### **ESM7. Adapter le dispositif d'observation statistique aux nouveaux usages du numérique par les entreprises**

La transformation numérique bouleverse l'ensemble de l'économie. Elle est au centre des mutations des structures productives. Le Cnis appuie les efforts entrepris pour mettre en place un dispositif d'observation permettant de mesurer et d'analyser, d'une part, les usages du numérique dans et par les entreprises, d'autre part, son impact sur l'organisation, le processus de production et la performance.

### **ESM8. Mieux appréhender et mesurer le périmètre de l'économie numérique**

Le périmètre de l'économie numérique évolue et englobe aujourd'hui la plupart des secteurs d'activité. Le Cnis souhaite qu'une réflexion globale aboutisse à la caractérisation de ce périmètre, en lien avec les nomenclatures économiques internationales.

#### **Les structures productives face au défi du développement durable**

### **ESM9. Progresser dans la connaissance de l'économie sociale et solidaire**

L'économie sociale et solidaire est un secteur en expansion, mais sa définition reste encore imprécise et sa connaissance parcellaire. Le Cnis note avec satisfaction les analyses effectuées sur les associations. Il soutient les efforts de la statistique publique pour bien préciser le périmètre de l'économie sociale et solidaire et souhaite qu'elle poursuive ses travaux pour décrire et caractériser l'ensemble du secteur.

### **ESM10. Développer l'observation et l'analyse des pratiques environnementales et sociales des entreprises**

Le Cnis marque un intérêt particulier pour les évolutions du système statistique permettant une meilleure observation des pratiques environnementales et sociales des entreprises. Au-delà de l'enquête Entreprises et développement durable qu'il soutient, il encourage les travaux qui amélioreront la connaissance des emplois et investissements liés aux pratiques de développement durable des entreprises.

#### **Les structures productives face au défi du développement durable**

### **ESM11. Approfondir la connaissance des pratiques agricoles**

Le Cnis se félicite des avancées de la statistique publique dans le suivi des pratiques agricoles. Il encourage la poursuite des travaux entrepris pour mieux mesurer et analyser l'adaptation des exploitations agricoles aux enjeux des politiques agricoles et environnementales.

## **[Commission Territoires \(avis cité\)](#)**

### **Des thèmes**

#### **TERR6. Développer l'information sur l'occupation des sols**

Le Conseil se félicite des nombreux travaux menés sur l'occupation physique des sols pour mesurer des phénomènes comme l'étalement urbain ou l'artificialisation. Il encourage leur développement, en tirant parti aussi bien des sources actuelles que des nouvelles données issues notamment des photos satellitaires.